

Durant la semaine écoulée, le gouvernement par l'entremise du ministre des Finances et du ministre de l'Intégration sociale, est venu dissiper les malentendus sur les principes réglementant l'allocation de fonds aux projets sociaux en rencontrant les ONG. Ces fameux «guidelines» ont été bel et bien abolis, ont-ils confirmé. Les ONG peuvent donc présenter des projets valables aux compagnies sans passer par le CSR Committee.

Financement des ONG

CSR : un nouveau départ

Il y avait une centaine d'ONG à répondre à l'appel du MACOSS le jeudi 28 mai pour discuter de l'accessibilité des fonds CSR depuis l'abolition des principes directeurs.

Cette rencontre s'est tenue au siège de la National Empowerment Foundation (NEF) et avait comme invités Danielle Wong, présidente du National CSR Committee, les ministres Pradeep Roopun et Fazila Jeewa-Daureawoo, ainsi que Rita Vencatasawmy, directrice du CEDEM et membre du National CSR Committee.

Il faut souligner que le flou persiste depuis que les principes directeurs ont été abolis. Certaines ONG sont en ce moment en difficultés financières, car les compagnies ne débloquent pas les fonds et attendent de savoir la marche à suivre.

Danielle Wong a insisté sur l'importance de ces fonds CSR et avance qu'environ Rs 135 millions ont été versés à la Mauritius Revenue Authority l'an dernier. « Une somme qui aurait pu servir à réaliser de nombreux projets », souligne-t-elle.

« J'ai écrit au ministre des Finances pour lui demander si le National CSR Committee peut récupérer cet argent afin d'aider les ONG qui ont des projets concrets à soumettre. Je souhaite surtout venir en aide aux associations qui aident les personnes handicapées... »

Danielle Wong ajoute également que le nouveau



Photo d'archives: Remise de chèques par la Barclays Bank aux ONG dans le cadre du CSR.

comité CSR a de nombreux défis à relever... Il faut bien le dire : « Les membres du comité sont un peu dans le flou. »

La présidente Wong est, quant à elle, favorable à la mise sur pied d'un cadre ('framework'), ce qui irrite de nombreuses ONG qui applaudissent la démarche du ministre des Finances. Elle estime qu'il faut « réguler ces associations ». D'ailleurs, elle avait invité une vingtaine d'ONG à une réunion de

préparation en ce qui concerne ce 'framework'. Une démarche qui a provoqué beaucoup de remous puisque les représentants des ONG voulaient savoir sur quels critères, elle s'est basée pour choisir quelles ONG participeraient à cette réunion ou pas...

Quoi qu'il en soit, le ministre semble être venu à la rescousse de ces ONG en confirmant qu'aucun 'framework' ne viendrait remplacer les CSR guidelines...

Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Finances :

« Le comité national sera chargé du Plan Marshall »

> Pourquoi les principes directeurs ont-ils été abolis ?

Il était nécessaire de le faire. Les personnes que j'ai eu l'occasion de rencontrer avec le budget m'ont expliqué comment ces guidelines empêchaient les organisations non gouvernementales (ONG) à opérer : lenteur administrative ou non-éligibilité... Par ailleurs, ces 2% que les compagnies contribuent dans le cadre du Corporate Social Responsibility n'appartiennent pas au gouvernement... Je préfère faire confiance aux ONG pour une bonne utilisation de cet argent dans des actions sociales destinées aux personnes les plus vulnérables...

> Cela veut donc dire que les ONG ne doivent plus être accréditées auprès du National CSR Committee et que les projets ne seront plus validés par cette instance ?

Effectivement. Désormais, les organisations non gouvernementales devront adresser directement leurs projets aux compagnies privées. Elles devront pouvoir défendre leurs projets auprès de ces compagnies.

> Quel sera donc le rôle du National CSR Committee ?

Je dois dire que c'est un des meilleurs comités. Les membres de ce comité sont conscients des défis qui les guettent. Le National CSR Committee sera désormais responsable du Plan Marshall dans la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, les 38 poches de pauvreté de l'île ont trouvé des parrains. Des parrains qui sont d'accord pour effectuer un travail à long terme. Ils sont tout à fait conscients que leur mission ne s'achèvera pas dans un an ou deux et ils sont prêts à relever le défi peut-être durant 15 ou 20 ans. Nous voyons donc que le secteur privé est prêt à prendre en main le destin de ces personnes vivant dans des poches de pauvreté. Moins sa extraordinaire...

> Y a-t-il un cadre, un 'framework' en préparation en vue de remplacer les anciennes guidelines ?

Non. Je ne suis pas au courant de cette initiative.

D'ailleurs, ce n'est pas nécessaire. Tout ce que nous faisons est en faveur des organisations non gouvernementales pour leur faciliter la tâche et les aider dans leurs missions. Je le redis : les ONG devront valoriser leurs dossiers pour trouver les fonds auprès de ces compagnies privées.



Pradeep Roopun, ministre de l'Intégration sociale :

« Le secteur privé dispose désormais d'une plus grande flexibilité »



Le ministre de l'Intégration sociale était invité par le Mauritius Council of Social Services (MACOSS) au forum sur l'accès aux fonds du Corporate Social Responsibility. « Les guidelines ont été appliqués durant 10 ans et ils ne sont plus nécessaires, a-t-il expliqué. Je pense que les nouvelles autorités ont bien fait... L'abolition des guidelines CSR représente un gage de confiance du gouvernement envers les ONG et les compagnies privées qui souhaitent aider les personnes vulnérables. Cette élimination apportera plus de flexibilité aux partenaires qui ne devront plus s'attarder avec de lourdes procédures administratives. Il y a tellement de choses à faire sur le terrain ! Ils travailleront avec plus de sérénité... C'est l'occasion aussi de mettre sur pied des projets

à long terme au lieu de devoir revenir chaque année avec des projets... surtout que dans certains cas ce sont les mêmes projets qui sont présentés. Il ne faut plus perdre du temps ! »

Répondant à une question sur les risques d'abus que cette élimination des principes directeurs pourrait engendrer, il déclare : « Peut-on aujourd'hui éliminer toute forme d'abus ou de discrimination ? En tant que légiste, je pense que c'est quand il y a trop de lois, de formalités que les personnes cherchent par tous les moyens à les contourner... Aujourd'hui, il n'y a plus rien à contrôler... Comment les ONG vont-elles travailler si elles ne disposent pas de fonds ? Nous voulons du concret, des résultats... Nous encourageons donc ces compagnies privées à aider et travailler avec ces ONG... »

Alain Auriat, travailleur social :

« Les ONG seront davantage responsabilisées »

Pour moi cette formule responsabilisera davantage les ONG... Nous sommes fiers de la confiance que place en nous le ministre des Finances. Bien sûr, il y a des risques d'abus, mais il y en a partout... Les fondations sont gérées par des personnes responsables qui ont à cœur le progrès social. Par ailleurs, ils ne veulent pas mettre en cause la réputation de leur mouvement. Dans la plupart des cas, ils suivent déjà leurs guidelines et certains exerçaient bien avant l'introduction du concept CSR.

Je pense que Danielle Wong et les autres membres du CSR Committee peuvent davantage travailler avec les petites ONG, surtout celles qui ont besoin de formations dans divers domaines, de conseils, de guide... bref d'encadrement. Je suis pour la professionnalisation du secteur. On pourrait également nous aider à trouver des bailleurs de fonds internationaux.

Je reprochais justement à l'ancien comité son manque de proximité avec les ONG. Ces membres étaient absents sur le terrain. Ils ne venaient pas voir de visu ce qui se faisait dans ces ONG. On ne peut pas que les blâmer. C'était un nouveau comité et il avait de nombreux



défis à relever. Cependant, il est important de savoir tirer des leçons du passé.

Je souhaite qu'il y ait moins de discrimination et plus de consultations avec les ONG. Certaines ont malheureusement été pénalisées par l'ancien comité dans le passé. Nous travaillons tous pour une cause juste et on aimerait avoir des chances égales d'offrir le meilleur service à nos bénéficiaires.

Je suggère la régionalisation, pour que les officiers aient le temps de s'occuper des ONG dans la durée. J'aimerais enfin savoir pourquoi on a aboli l'Espace CSR. C'était une très bonne démarche. Cela aidait les ONG à faire connaître leurs projets. »

EXTRAIT DU BUDGET SUR LE PLAN MARSHALL ET LES CSR 'GUIDELINES'

- 171. The plight of vulnerable families has been getting worse in recent years. The challenge in front of us is formidable. We need to face it with maximum compassion. We also need to be bold. That is why the Prime Minister has announced an Anti-Poverty Marshall Plan so as to get rid of the problem altogether. Today we are creating a solid foundation for that Marshall Plan.
- 172. I am pleased to announce, under the first leg of the Marshall Plan a major innovative approach in dealing with the problem of poverty. The general and indirect approach adopted so far in the relief of poverty has proven to be most ineffective. The lot of these families has hardly improved. Instead, there has been a deterioration in their quality of life. That is why we have decided to go for a more direct approach in extending support to the very poor families living in identified 'cités' and other 'poches de pauvreté'. The support will be comprehensive, designed to lift in a meaningful way, living conditions and quality of life of these unfortunate families.
- 173. Madam Speaker, I would like to develop a new concept to allow for institutions that are contributing to CSR to take under their wings those unsustainable pockets of poverty in our country. I am speaking here of the concept of 'parrainage'. An indicative list of 38 pockets of poverty is at Annex.
- 176. Immediately after the Budget, I will start meeting with major companies to participate in this national initiative to resolve once for all the problem of poverty in those 'poches de grande pauvreté'.
- 177. The second leg of the Marshall Plan is to revisit the structure of the Corporate Social Responsibility (CSR) system to make it more effective. During pre-Budget consultations, several NGOs have raised their concerns on the constraints in accessing support under the CSR system as it is now structured.
- 178. I have given deep thoughts to the matter, and I have decided to review the CSR system in depth. I have come to the conclusion that the preferred alternative is to let companies decide on how best to fulfil their social responsibility and obligation in a most effective manner. Companies, hereon, will be free to allocate the 2 per cent of CSR according to their own set of priorities.
- 179. As for NGOs who are looking for support, it will be incumbent on them to convince the companies that their action and programmes deserve support.
- 180. I am therefore removing all existing CSR guidelines. All companies will however have to submit their annual return to the MRA.

